

Libérer l'ONU du nucléaire

appel du 26 avril 2019

Suite au travail effectué lors du *Forum social mondial antinucléaire*, le 3 novembre 2017 à Paris, une suite logique serait de voir les conditions et appuis nécessaires pour la mise en application des conclusions qui y ont été apportées.

Une restitution de ce travail est donné ici : <http://lotoisdumonde.fr/initiatives/FSM-AN.html>.

De nombreuses tentatives de remettre en question les études "officielles" de l'UNSCEAR ont été entreprises, comme la session du *Tribunal des Peuples* consacrée à Tchernobyl en 1996 à Vienne, les *Forums Scientifiques et Citoyens sur la radioprotection* organisés par *IndependentWHO* en 2012 ou 2014 à Genève, et d'autres encore. Ces tentatives sont restées sans succès, il faut donc considérer les raisons de leur échec et en tirer des conclusions.

Pourquoi par exemple la déclaration de l'organisation *Human Rights Now* demandant la révision du rapport de l'UNSCEAR sur Fukushima, soutenue par 40 organisations de la société civile issues du Japon et de 7 autres pays, n'a-t-elle pas donné de résultats (<http://www.fukushima-blog.com/2014/11/40-ong-demandent-la-revision-du-rapport-de-l-unscear-sur-fukushima.html>). Comment faire pour rompre cette impuissance ?

Il ne faut sans doute pas s'attaquer à la révision d'un seul rapport, mais aux fondements-mêmes du système. Seule une action internationale pourrait porter ses fruits, en impliquant aussi bien les médecins et scientifiques que les peuples eux-mêmes – pour ce qui est de leur représentation au sein des organisations internationales.

Peut-être un Appel, signé et soutenu par des médecins, lancé auprès des peuples du monde, permettrait qu'ils expriment leur volonté de ne pas cautionner le système actuel de radioprotection, que valident pourtant leurs gouvernements respectifs.

Une proposition de texte d'Appel se trouve page suivante.

contact : michel.lablanquie@free.fr

Appel à l'ONU pour les droits de l'ADN et la sauvegarde des générations futures

TEXTE DE L'APPEL

Constatant d'une part :

- que l'état de santé des populations en territoire contaminé par les retombées de la catastrophe de Tchernobyl ne cessent de s'aggraver, comme le montrent les dernières observations sur le terrain (*- cf. les études des médecins de l'Institut Belrad*) ;
- que les pathologies observées montrent des probabilités plus alarmantes que prévues ;
- que cette aggravation touche plus particulièrement encore les jeunes générations et celles en cours de conception, et que la menace pèse sur les futures générations.

Constatant d'autre part :

- que les modèles de radioprotection internationale de l'UNSCEAR et de la CIPR, qui font autorité, ne tiennent aucunement compte de ces études ou de celles qui ont précédé ;
- que la légitimité de ces institutions, qui fonctionnent par cooptation de ses membres, s'exerce sans aucun contrôle démocratique ;
- que la responsabilité de la sauvegarde des générations futures et donc de l'humanité repose sur la viabilité des expertises qui font ici défaut ;

Nous demandons :

- que les normes de radioprotection soient revues et corrigées à la lumière des expertises et des études faites par les médecins et personnels de santé de terrain (Institut Belrad, Institut Gomel...);
- que ce système soit indépendant et pluraliste, et détaché de toute emprise de lobbying ou d'intérêt;
- que les normes actuelles qui régissent l'usage de l'atome soient réévaluées et que les industries nucléaires en tirent les conclusions.